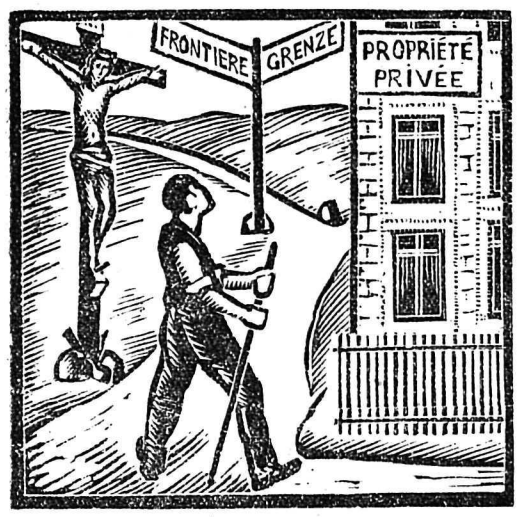
GENEVE — Année XXXI - N° 805 - 20 SEPTEMBRE 1930



LE RÉVEIL ANARCHISTE

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
Rue des Savoises, 6
GENEVE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS

Le numéro : 15 centimes

SUISSE ET UNION POSTALE
Abonnement : Une année, fr. 5.—
Six mois, fr. 2.50

COMPTE DE CHEQUES POSTAUX
Le Réveil, N° I. 4662. Genève

Société des Nations

C'est un spectacle lamentable que celui que la Société des Nations nous offre depuis une dizaine d'années. Non seulement elle n'aboutit à aucune solution, mais de toute évidence ses membres n'en veulent point. Non pas qu'ils rêvent à proprement parler de guerre. Nous ne le croyons pas, du moins, mais il est résulté de la guerre un état de mécontentement universel; les vaincus se lamentent pour tout ce qu'ils ont perdu et les vainqueurs pour tout ce qu'ils n'ont pas gagné. Ajoutez une crise économique devenue universelle. une méfiance de chacun pour le restant du monde, une sourde agitation d'éléments subversifs aussi bien que fascistes, et il est aisé de comprendre que nulle entente féconde, nulle œuvre de grande envergure pour pacifier le monde n'est possible de la part de la Société des Nations. Seule consolation, les progrès techniques et scientifiques n'en continuent pas moins à se développer et si l'on se reporte au passé, nous sommes amenés à constater, quoique la misère soit loin d'avoir disparu, hélas! que l'hygiène, l'instruction, la teneur de vie se sont améliorées et cela malgré la boucherie mondiale et tous les maux qui en ont découlé, si bien que nous nous demandons quelle aurait pu être, malgré tout, la situation, sans le gaspillage fou et la destruction criminelle de cinq ans de guerre.

L'avenir reste sombre avec ses trois perpétuelles menaces: chômage, fascisme et guerre. Elles sont inhérentes au régime capitaliste et étatiste lui-même et il serait absurde d'espérer qu'exploiteurs et gouvernants veuillent jamais autre chose que le maintien de leurs privilèges, quelles que puissent en être d'ailleurs les conséquences.

Contre un monde en décomposition, y en a-t-il un autre en formation? Peut-être, quoique ce spectacle offert par nombre d'aspirants à la succession du monde bourgeois ne soit pas rassurant du tout. Encore moins l'est, d'ailleurs, la tragique situation dans laquelle se débat la Russie, dont les nouveaux maîtres prétendent représenter l'émancipation intégrale du travail, alors qu'ils n'ont fait à leur tour que l'exploiter et l'opprimer.

C'est avec raison que nous voyons railler les hommes d'Etat bourgeois pour leur impuissance à s'entendre et à agir de concert, mais n'en est-il pas en somme de même chez tous les socialistes autoritaires s'annonçant pour en prendre la succession?

Mêmes divisions, haines, intrigues, bassesses, abus; même verbiage qui cache mal l'incapacité de faire; même déception pour les gouvernés s'il leur arrive d'avoir des gouvernants socialistes. Et il ne saurait en être autrement, tant qu'une succession gouvernementale plutôt qu'une véritable transformation sociale n'est envisagée.

Ajoutons encore qu'au lieu d'annoncer au monde une morale supérieure, des principes clairs, une libération de la personne humaine, une forme supérieure de rapports entre individus, groupes d'individus et peuples divers, on nous corne surtout les oreilles avec les mots de dictature ou de démocratie. Or, la première ne représente que la forme la plus brutale d'autorité, cependant que la seconde, tout en ayant représenté un indéniable progrès dans le passé, s'est révélée impuissante à permettre la défense du droit populaire aux heures les plus tragiques de l'histoire, sans compter sa brutale contradiction d'une soi-disant égalité de droit correspondant à une criante inégalité de fait.

Que penser d'une politique ouvrière se proposant surtout de pêcher en eau trouble, de recourir à toutes les tromperies, de s'imposer par un coup de main et se maintenir ensuite par la terreur, expression grossière d'un machiavélisme qui vise simplement à prendre et à garder le pouvoir sur la masse? Nous en voyons déjà les fâcheuses conséquences dans le mouvement syndical et dans les luttes de partis revendiquant le monopole de cette émancipation des travailleurs qui devrait être par contre l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Ces réflexions ne veulent guère être désespérantes, car nous savons qu'il serait quelque peu niais de ne vouloir lutter qu'à des conditions données et uniquement dans un milieu choisi. Il faut se trouver partout dans la mêlée et ne pas se placer orgueilleusement au-dessus d'elle; mais nous avons à faire ressortir une fois de plus qu'il n'y aura rien de changé et de nouveau dans le monde que dans la mesure où l'autorité et l'exploitation viendront à disparaître, autrement dit dans la mesure où se réalisera l'anarchie. Politiciens de toutes nuances se réclamant parfois de principes opposés, attribuent mutuellement tous les maux à une soi-disant anarchie à faire cesser. Or, comme il s'agit de maux, d'abus, de privilèges, d'iniquités toujours imposés par un gouvernement dont l'anarchie est la négation, le révoltant mensonge devient évident.

Toute réforme sociale qui ne vise à rendre impossibles l'asservissement et l'exploitation de l'homme par l'homme, en nous acheminant à l'anarchie, ne fait que maintenir sous d'autres formes la vieille tyrannie.

La fusillade de Trieste

Le procès contre les Slovènes de Trieste s'est terminé par quatre condamnations à mort, une à trente ans, onze de deux à vingt-cinq ans de réclusion.

Les quatre condamnés à mort, la nuit de vendredi 5 courant, à 11 heures, ont été fusillés le matin de samedi à 5 heures. Le recours en grâce qu'on leur avait demandé de signer n'a pas même été transmis. Le commandant du corps d'armée de Trieste l'a gardé simplement par devers lui.

Le Tribunal spécial fasciste juge d'après le Code de procédure militaire en temps de guerre, qui accorde au commandant du corps d'armée la faculté d'ordonner des exécutions sans délai s'il les estime nécessaires.

Les véritables assassins de Milos (24 ans), Bidovec (22 ans), Marussich (24 ans) et Valencic (36 ans) n'en restent pas moins Mussolini et le roi.

Déjà nous apprenons que la mère de Bidovec est devenue folle et que le père de Valencic s'est suicidé. La tragédie s'étend et s'étendra encore, car des vengeurs vont surgir.

Nous ne savons si les attentats reprochés aux condamnés avaient bien été commis par eux et si les soi-disant aveux n'ont pas été arrachés par les pires tortures. Le fascisme a commis en province de Trieste une série de crimes restés impunis; les Slovènes n'ont fait qu'y répondre et dans la plupart des 99 cas relevés par l'accusation il ne s'est certainement agi que de légitime défense. A remarquer qu'il reste encore à juger une deuxième fournée de 70 accusés.

Les exécutions malheureusement vont accroître les haines entre Slovènes et Italiens. La dictature serbe est aussi odieuse et sanguinaire que la dictature italienne, mais, hélas! le sentiment nationaliste demeure encore profond. Tous les condamnés de Trieste n'en ont pas moins lutté pour la liberté et font figure de révoltés contre la tyrannie. Cela suffit à nous les rendre sympathiques. L'ennemi n'est l'Italien qu'en tant que cet Italie est un oppresseur et exploiteur. Et de même que nous voyons tous les fascismes d'Europe s'entr'aider plus ou moins ouvertement, les opprimés et exploités de toutes les langues devraient réussir à s'entendre sur une idée et une action d'émancipation commune.

—o—

Le communiqué officiel fasciste sur les exécutions de Trieste est tout ce qu'on peut imaginer de plus écœurant. Nous en détachons cette phrase:

A 5 heures 51, le camp était complètement vidé et le bataillon de chemises noires qui avaient eu une conduite de fière fermeté et impassibilité, reformaient leurs rangs et revenaient à Trieste.

Exalter la fermeté et l'impassibilité des bourreaux tuant des victimes, voilà à quoi personne n'avait jamais songé. Pensez donc, six cents fascistes restés fermes et impassibles devant quatre condamnés à mort, liés mains et pieds à des poteaux, quel héroïsme, vraiment, surtout de la part des quatre escouades de 14 hommes chacune, désignées pour commettre le plus lâche des assassinats!

Notre presse romande s'est empressée de reproduire les commentaires de la presse fasciste.

Le *Giornale d'Italia* a osé écrire:

Les faits révélés par les interrogatoires et dont la preuve rigoureuse a été fournie sont très graves en leur substance et très délicats du point de vue politique. Le procès a fait connaître toute l'extension de l'action terroriste menée contre le régime fasciste sur nos frontières orientales. Cette campagne, démasquée par la justice, sera frappée et immédiatement étouffée. En se défendant contre cette action, l'Italie ne fait que défendre son droit d'Etat souverain et le droit à la paix et au travail prospère de sa population.

Le jour où Slovènes et Italiens auront conquis leur droit à la paix et au travail prospère, il ne restera sans doute plus de fascisme des deux côtés de la frontière. N'oublions pas que sans la très grande misère qui sévit à Trieste et dans tout le territoire annexé, la haine nationaliste n'aurait pas eu de prise. Au lieu d'apporter la paix, le fascisme n'a fait qu'aggraver les hostilités entre les différents éléments de la population, sans compter que l'annexion était déjà une cause de dépression économique aggravée par la curée à laquelle s'est livré dans tout le royaume la bande fasciste.

Le *Popolo d'Italia*, le journal personnel de Mussolini, très probablement par sa plume, écrit:

En présence des incendies d'édifices publics, d'assassinats barbares, de complots contre la tranquillité d'une région entière et d'attentats contre la sûreté de l'Etat, la justice ne pouvait se montrer indulgente ni transiger. Toute faiblesse aurait augmenté l'audace sanglante des criminels. La justice a défendu la tranquillité publique, la civilisation contre la barbarie. Le jugement de Trieste contient cet avertissement qu'aucune infiltration des méthodes balkaniques ne sera tolérée en Vénétie Julienne et qu'aucune des actions sanglantes et offenses des comitadjis ne restera impunie en Italie.

Ah! la canaille! L'Italie entière a été mise à feu et à sang par les comitadjis du fascisme *(squadre d'azione)*, sans compter qu'il y a de nombreuses raisons de croire que les comitadjis macédoniens aussi reçoivent des subsides et des armes de l'Etat fasciste. Pour ce qui est des méthodes balkaniques, Mussolini les cultive tout particulièrement. Ses interventions louches en Albanie et en Hongrie en fournissent d'abondantes preuves.

Il faut, du reste, une impudence frisant l'inconscience, de la part d'individus qui se sont hautement vantés de leurs crimes, pour venir nous parler « des incendies d'édifices publics, d'assassinats barbares, d'audace sanglante de criminels ». A remarquer que les Slovènes, même s'il ne s'agissait que de vulgaires criminels, bravaient les plus grands dangers, risquaient leur vie, tandis que les ignobles bandes du fascisme se savaient assurées de l'impunité. Par-ci par-là, elles ont bien rencontré quelque résistance, mais presque toujours, avant leur arrivée dans la localité attaquée, les autorités avaient pris soin de désarmer complètement la population.

Le fascisme est lâcheté, férocité, infamie, tout ce qu'il faut précisément pour avoir la sympathie de la presse bourgeoise romande.

--- Après les manifestes, que va-t-il tomber ?

Guerres

—o—

Dans tous les milieux libertaires se pose la question de la guerre.

Il semble que les anarchistes ne veulent plus se trouver dans la situation d'août 1914, et devant les menaces de conflit entre impérialismes, les dispositions à prendre sont discutées.

En ce qui concerne les principaux pays, ils se trouvent d'accord: Nous ne marcherons pas.

Deux problèmes cependant échappent à cette règle et provoquent même des discussions très aiguës.

Ce sont ceux de l'Italie et de la Russie, deux pays qui peuvent être belligérants demain.

Au premier abord, l'attitude de certains anarchistes ne s'explique pas du tout.

Des camarades italiens, en effet, sont prêts à partir en guerre, non pas contre l'Italie, mais contre le fascisme. L'équivoque qui a formé le chaos dans nos rangs en 1914 reparaît ici.

Il se comprend très bien que des anarchistes expulsés d'Italie, brimés, torturés, emprisonnés par le régime mussolinien, lui gardent une dent. Seulement, camarades, vous combattez les fascistes et vous tuerez des ouvriers exploités par le régime que vous voulez abattre.

Vous combattez les fascistes, mais dans les rangs d'un autre fascisme, au visage plus doucereux, mais tout aussi terrible.

Vous combattez les fascistes, mais vous favorisez un gouvernement qui arrête, assomme et expulse 60 anarchistes espagnols.

Et ensuite, camarades italiens, croyez-vous que la France vous laissera entrer en Italie comme révolutionnaires?

Croyez-vous que la bourgeoisie et le capitalisme italiens ne préféreront pas voir leur « Patrie » diminuée d'une province et s'arranger avec les envahisseurs que de voir les extrême-gauches troubler leur sommeil et mettre leur argent en péril? Le jour où la révolution grondera en Italie, le masque fasciste tombera, la bourgeoisie inquiète réapparaîtra et fera bon marché de son patriotisme. La France démocratique sera alors bien contente de donner un coup de main à la réaction pour étouffer la révolte.

Camarades italiens, souvenez-vous de 1871, des communards et de la réaction de Thiers favorisée par Bismarck!

Devant cette guerre comme devant toute autre, nous ne marchons pas!

Le second problème qui se pose est celui de l'U.R.S.S.

Malgré la conviction que la Russie n'est plus prolétarienne, bien des libertaires la défendrainet encore les armes à la main.

A ceux-là que la sentimentalité révolutionnaire entraîne, il faut montrer toute l'étrangeté d'un pareil acte. D'abord la Russie si elle est attaquée, ce qui semble peu probable ,est de taille à se défendre. Il est à remarquer cependant que si l'U.R.S.S. a une aviation, une armée et une flotte modèles, c'est grâce à l'exploitation à outrance du prolétaire russe qu'elle les possède. De plus si l'U.R.S.S. triomphe, ce sera un renforcement de la dictature, un redoublement de bureaucratisme, un peu de pourriture en plus.

L'U.R.S.S. fera figure de puissance impérialiste sous une autre étiquette, c'est tout.

Si elle est battue, le seul, l'unique remède sera toujours la Révolution. Et partout, en Allemagne, en France, en Italie, en Espagne, en Russie, tous pays capitalistes sous noms différents, le jour où la guerre éclatera, la Révolution sera le moyen de l'éviter.

En attendant, le plus petit des gestes favorisant une guerre, contre qui, pour qui que ce soit, ne fera que retarder la délivrance de l'exploité et le triomphe de la justice.

C. C.

N. d. R. La question nous paraît bien simple. Les anarchistes ne peuvent devenir les soldats d'aucun Etat. Il ne saurait y avoir pour nous « Etat de la Révolution », puisque nous donnons pour premier but à la Révolution la destruction de tout Etat.

Ajoutons qu'il ne nous est pas encore arrivé de rencontrer des camarades se proposant de s'engager au service de l'Etat qui déclarerait la guerre à l'Italie, pas plus que de se faire les soldats de la dictature bolcheviste. Il n'y a pour nous qu'une seule guerre à laquelle nous puissions adhérer: celle contre toute forme d'autorité et d'exploitation.

Sacco et Vanzetti

Superbe lithographie en quatre couleurs, format 50 × 65 cm., au prix de 1 franc l'exemplaire.

L'infâme chaise brisée, Thayer, Fuller et Elliot gisent sous elle, tandis que Vanzetti donnant la main à Sacco, répète à la foule les paroles: « Je veux un toit pour chaque famille, du pain pour chaque bouche, de l'éducation pour chaque cœur, de la lumière pour chaque intelligence. »

Le dumping

—o—

Le *Journal de Genève* et nous ne savons quelle association antibolcheviste dont le membre le plus illustre est l'assassin cocaïnomane Conradi, partent en guerre contre le *dumping* des dictateurs russes, comme si ce n'était pas là une invention de pure marque capitaliste.

Demander à la main-d'œuvre nationale les plus lourds sacrifices pour soutenir la concurrence étrangère a été de tout temps la première mesure prise par la bourgeoisie industrielle. Ne voyons-nous pas, en présence d'un chômage s'aggravant jour après jour, le patronat protester partout contre les huit heures, ne les appliquer qu'exceptionnellement et invoquer des baisses de salaires?

Ce qu'il y a de particulièrement révoltant dans tout cela, c'est qu'on attribue au socialisme la pratique la plus courante de l'exploitation bourgeoise. La conquête des marchés par tous les moyens est une condition de vie pour le capitalisme d'Etat bolcheviste --- qu'il ne faut surtout pas confondre avec n'importe quelle forme de socialisme proprement dit --- comme pour tous les autres capitalismes privés ou mixtes. Evincer la concurrence pour en prendre la place, voilà résumée toute l'histoire du capitalisme, soit dans sa période ascensionelle, soit même après la formation des premiers grands trusts en lutte les uns contre les autres, en attendant leur fusion dans un trust mondial.

Le fameux système corporatif fasciste a fonctionné surtout dans le but d'imposer des baisses de salaires, si bien que les statistiques constatent aujourd'hui que de tous les grands Etats européens, l'Italie est celui où les ouvriers sont le plus mal payés. Mais avez-vous jamais entendu ces messieurs partant tout à coup en guerre contre le seul *dumping* russe.

Nous ne croyons guère à toutes les merveilles promises par le fameux plan quinquennal, mais quoi de plus étrange que de prétendre limiter le développement économique de n'importe quel pays? Le capitalisme n'a-t-il pas industrialisé l'un après l'autre tous les pays du monde dans la mesure où il a pu le faire à son plus grand profit? C'est le tour à la Russie; rien de moins extraordinaire, d'autant plus que cela s'accomplit selon la méthode bien connue de l'exploitation et de l'oppression de la main-d'œuvre. Ce n'est pas un exemple à craindre mais à invoquer partout par le capitalisme pour nous réduire à des conditions de famine. L'industrialisation à outrance n'a produit nulle part jusqu'à présent le socialisme: voir Allemagne, Angleterre ,Etats-Unis, etc. Il n'y a pas de raison de croire qu'il en sera autrement en Russie. Les nouveaux privilégiés qui y sont au pouvoir ont vu là un élément pour renforcer leur domination et rien de plus. Ce sera un patronat des plus tyranniques disposant à la fois d'un pouvoir économique et politique absolu que les autres patronats peuvent envier mais non condamner.

On dirait que tout le monde a plus que jamais intérêt à maintenir et à aggraver toutes les équivoques. Il s'agit en somme de garder l'humanité dans le cercle vicieux de l'autorité, et alors, au lieu d'opposer liberté à autorité, on oppose autorité à autorité. Au monde du travail de bien comprendre que notre ennemi c'est notre maître et de se dresser contre tous ceux qui prétendent le devenir.

Opportunisme

—o—

Si les autorités religieuses ne badinèrent jamais avec l'impiété notoire, si, en matière dogmatique, elles exigent de tous une obéissance aveugle, par contre elles admirent que les dialecticiens s'amusent à discuter des problèmes inutiles et que les ontologistes se procurent les haut-de-chausse qui leur seyaient le mieux. Entraves et brides ne durent, lorsqu'elles sont courtes à l'excès; fournir aux cerveaux des passe-temps anodins s'avère autrement habile que leur prescrire un complet repos. Rigide en théologie, l'Eglise a voulu qu'en métaphysique, jeux et combats fussent permis, dans les limites par elle assignées. Sans changer la figure de la foi, du moins au dire des catholiques, elle s'efforce de la rajeunir; et comme la vieille est ratatinée, velue, couverte de rides, des pâtes et des onguents nouveaux sont souvent essayés. Qu'importe leur origine, pourvu qu'on obtienne l'effet espéré! En général ils sortent d'officines philosophiques, des métaphysiques en sont les inventeurs; apologistes et docteurs ecclésiastiques se bornent à choisir la recette opportune, puis à l'appliquer. Platonicienne avec Saint Augustin et les premiers Pères, l'Eglise, poussée par Saint Thomas, se convertit plus tard aux théories d'Aristote qu'elle avait d'abord condamnées; sans avoir confiance en Descartes, elle utilisa ses idées, aux XVIIe et XVIIIe siècles, pour combattre les incroyants; même jeu hypocrite, tout récemment, avec la philosophie que Bergson mit à la mode: ses livres furent interdits aux fidèles, mais servirent d'appât aux pêcheurs catholiques pour prendre les goujons libres-penseurs. Un essai de restauration thomiste, tenté par des larbins à la solde de Rome, s'est effondré malgré l'appui des salons, des boudoirs et des académies; pastiche maladroit d'une scolastique idiote, il n'a bâti qu'une masure sans ampleur ni solidité; par contre, il a montré jusqu'où peuvent descendre sottise et mauvaise foi chez des croyants faisandés. Avec raison, les penseurs se détournent des hypothèses aux bases d'argile, que l'on édifie dans le vide, sans jamais recourir au contrôle expérimental. En situant son objet par delà les données sensibles, la métaphysique rend possibles toutes les divagations. sur un pays que personne ne visitera jamais, chacun fournit, à son gré, des renseignements, insoucieux des démentis. Voilà pourquoi Bergson et son école furent si fortement soutenus, lorsqu'ils tentèrent le sauvetage des croyances traditionnelles; malgré les syllogismes de Thomas, elles sombraient dans le discrédit. Ils parlèrent d'une métaphysique expérimentale, plus profonde que la science et qui permettrait d'atteindre au cœur même du réel. Essentiellement pratique, l'intelligence humaine n'aurait pas pour but la connaissance désintéressée; inapte à comprendre la vie, elle serait à l'aise parmi les solides et triompherait dans les recherches géométriques ou la fabrication d'instruments. Science et langage, ses créations essentielles ne saisissent et ne traduisent que la surface, le dehors des choses ou de l'esprit, nullement la continuité de la trame sans coupure qui constitue leur devenir. Brisant la croûte superficielle des états d'âme solidifiés, nous arriverions, par un pénible effort d'intuition, à contempler l'intimité secrète, les pulsations originelles du moi comme de la matière. Malheureusement Bergson et quelques snobs furent seuls à pénétrer dans ce monde inconnu; ce qu'ils en dirent resta d'une brièveté déconcertante, le langage ne parvenant pas à rendre un spectacle ineffable manifestement. Et, malgré les anathèmes qui pleuvaient de toutes parts, la science ne ralentit pas ses progrès; la raison continue son œuvre critique. D'inutiles discours, aux vêtements très poétiques, telle fut l'impression que laissèrent les écrits des nouveaux métaphysiciens.

L. BARBEDETTE.

Tu aimeras ton prochain comme toi-même

Un culte militaire est toujours une aberration.

Dimanche dernier, à Dorigny, les grrrandes manœuvres ayant groupé toutes les unités du régiment 3, les capitaines-aumôniers avaient décidé de réunir les détachements catholiques et protestants devant la même chaire.

Ces jeunes hommes qui, les jours précédents, s'exerçaient dans l'art stupide et criminel de tuer d'autres travailleurs lorsque les capitalistes le voudront bien, à ces mêmes gens, on leur dit: Tu ne tueras point, tu aimeras ton prochain comme toi-même.

Le journal fasciste *La Suisse* décrit avec émotion cette cérémonie et je cite textuellement quelques-unes de ses lignes:

L'assistance chante l'Hymne national puis, à l'Elévation, la fanfare joua « Au drapeau », tandis que toute la troupe se figeait au « garde-à-vous ».

Plus loin, le capitaine-aumônier protestant s'écrie:

Il faut choisir aujourd'hui: la bataille se livre. Alors que nous proclamons la fidélité à l'Eternel, d'autres, au même moment, crachent sur la croix du Christ, pillent les églises, martyrisent les croyants parce qu'ils croient, massacrent les prêtres et, pour « tuer Dieu », n'hésitent pas à arracher les croix des cimetières.

Devant un tel spectacle, il n'est plus de neutralité possible. Il faut affirmer avec courage et énergie sa croyance et sa foi.

Allez donc, prêtres et pasteurs à la robe tachée de sang, allez-y, forbans qui menez les « brebis du bon dieu » à l'abattoir, essayez, par vos mensonges, de cacher les tares de la sainte institution de l'armée.

Ramassis d'hypocrites qui n'élevez pas la voix pour glorifier celui qui, faisant face à la meute des assoiffés de carnages, refuse d'endosser l'uniforme du crime et a le courage de dire: Je n'apprendrai pas à tuer mes frères et veux garder ma dignité.

La fainéantise, la veulerie, l'hypocrisie perte du respect de soi-même, voilà ce que nos jeunes gens apprennent au régiment.

Et vous, prêtres et pasteurs ignobles, qui servez bassement les institutions capitalistes, vous osez, sans rougir, proclamer « Aimez-vous les uns les autres »! Lâchez donc votre défroque, soulevez vos masques de tartufes et entrez hardiment dans les rangs de nos flics, vous en avez l'âme.

Claudine.

Tribune syndicale

—o—

Le rôle des syndicats

Le chômage qui sévit actuellement dans la métallurgie et spécialement dans l'horlogerie, commence à faire ouvrir les yeux à quelques-uns des ouvriers de cette industrie, mais, hélas! trop tard.

Devant le grave problème du chômage, les syndicats et en particulier notre Fédération des métaux, s'avèrent absolument impuissants. La F.O.M.H., depuis la fin de la guerre, était devenue une simple machine à cotiser. Aujourd'hui ,après avoir été pendant quelques mois un appareil distributeur de subsides, les caisses se vident, elles ne pourront pas tenir le coup, et en même temps c'est la vie de l'organisation qui est en jeu.

Pourquoi cela? Parce que depuis des années le syndicalisme est mort, dans les métaux, comme dans d'autres fédérations syndicales. En lieu et place de la lutte syndicale, on a fait de la philanthropie syndicale. Les syndiqués ne sont que des cotisans, les syndicats n'ont aucune vie, autre qu'un rouage bureaucratique et centralisateur entre les mains de fonctionnaires grassement rétribués.

Le syndicalisme de la métallurgie n'est plus un mouvement d'émancipation et de transformation, il est au contraire un élément social de l'Etat.

Et nous comprenons mal la joie de notre secrétaire Ilg et du *Droit du Peuple*, annonçant triomphalement au Grand Conseil bernois que la F.O.M.H. a versé depuis le commencement de cette année 4¼ millions de subsides. Nous nous étonnons encore plus de ce commentaire disant: Que seraient devenus les communes et l'Etat s'ils devaient supporter ces dépenses? en appuyant sur « le rôle social si efficace des caisses syndicales ».

Voilà pourquoi nous devons payer de fortes cotisations syndicales, pour sauver l'Etat, pour sauver le régime capitaliste, cause de toutes nos misères.

Eh! bien, nous ne cesserons de le répéter: le chômage est inhérent au régime capitaliste. Pour combattre le chômage, la classe ouvrière doit livrer une lutte sans merci à ce régime bourgeois et non s'intégrer à lui.

Sans perdre de vue nos revendications quotidiennes, nous devons œuvrer pour abattre le régime capitaliste et préparer une nouvelle organisation sociale, sur les bases du travail collectif.

Là est véritablement le rôle des syndicats.

Métro --- La Ch.-de-F.

—o—

Une défaite centraliste

Dans le dernier *Réveil*, le camarade Fz. a annoncé la signature du nouveau contrat de travail intervenu entre la Fédération suisse des typographes et la Société suisse des maîtres-imprimeurs. Il a trouvé les mots justes pour stigmatiser la façon toute fasciste avec laquelle ce contrat a été imposé aux syndiqués, dont on n'a pas requis l'opinion.

Revenons sur la question, car elle dépasse les cadres de la typographie et est susceptible d'intéresser les travailleurs en général.

En effet, le nouveau contrat de travail est surtout une défaite centraliste. Les pourparlers, exclusivement conduits selon la méthode centraliste, en dehors du contrôle de la masse, laissés aux soins de ces « scientifiques » bornés à la mentalité et à l'action fascistes, de ces indécrottables collaborationistes, les pourparlers ont abouti à une lamentable défaite ouvrière. Car il est inutile d'ergoter, de biaiser, de mentir à soi-même et à autrui en disant qu'il « n'y a eu ni vainqueurs ni vaincus ». La brutale réalité est que la F. S. T. a été battue non seulement par le patronat, mais encore par ses propres dirigeants et leurs séides.

—o—

Pour comprendre mieux la situation, il n'est peut-être pas de trop de retracer à grands traits la situation dans l'imprimerie. Le camarade Fz. a indiqué dans quelles conditions le Central ouvrier a été amené à dénoncer à contre-cœur le dernier Contrat de travail. Depuis un certain nombre d'années, aucun changement important n'était intervenu dans l'imprimerie, si ce n'est le désir souvent exprimé par les dirigeants ouvriers de voir se resserrer davantage encore les liens collaborationnistes existant entre employés et employeurs. Et cependant on ne puovait guère demander plus, étant donné que le contrat de travail contenait un article pouvant exiger du syndicat ouvrier le retrait de ses membres des imprimeries n'appliquant pas le tarif des prix d'impression établi par le patronat seul. En vertu de cet article, nous avons assisté à Genève à la sortie de nombreux confrères d'ateliers où ils étaient payés selon le tarif ouvrier, et souvent même au-dessus. La dernière affaire fut celle du *Journal de Genève*, où sept collègues refusèrent d'obtempérer aux ordres des syndicats ouvrier et

patronal ligués. Rappelons que le *Gut* n'a jamais soufflé mot de cette histoire. Il est des silences à souligner. Et remarquons surtout que toutes ces sorties n'ont eu aucun effet pratique. Les imprimeries abandonnées par nos membres n'en continuèrent pas moins à travailler à plein rendement, avec ou sans le concours de non syndiqués. Mais les patrons, comme leurs compères de la fédération ouvrière, prétendaient cet article nécessaire, car luttant contre les imprimeries travaillant aux prix qu'il leur plaisait de faire, cela permettait à eux, patrons syndiqués, de payer aux ouvriers le tarif prévu par le Contrat de travail. Et les centralistes étaient tout heureux de pouvoir servir cet argument idiot à ceux qui renâclaient contre cet article.

Cependant, bien que pendant plusieurs années on s'accorda à ne pas dénoncer le Contrat de travail, il se créa chez les patrons un fort courant tendant à la dénonciation dans le but d'obtenir des réductions de salaires et autres. Ce courant n'était pas inconnu des ouvriers. Il était traduit en termes expressifs dans l'organe patronal. Et le *Gut*, en le relevant de temps à autre, se contentait de gémir sur le manque de reconnaissance patronale. Ceci déjà montre bien le manque de clairvoyance de nos centralistes lorsqu'ils proposèrent à la Société patronale, d'apporter des changements au contrat sans le dénoncer. Les patrons furent heureux de l'aubaine: obliger les chefs ouvriers à faire un travail qu'ils s'apprêtaient à exécuter eux-mêmes. Et c'est ainsi que, contre leur gré, nos dirigeants furent amenés à dénoncer le Contrat de travail.

Il serait oiseux de rappeler ici comment les revendications ouvrières furent établies. Enregistrons simplement que le syndiqué n'eut rien à dire en l'occurrence, son rôle s'étant limité à remettre le soin de ses intérêts entre les mains des manitous. Mais les délégués auprès de la partie patronale furent désemparés quand ils se trouvèrent en face de la volonté des maîtres-imprimeurs. Eux qui espéraient que tout ce passerait le plus gentiment du monde, n'en crurent tout d'abord ni leurs yeux ni leurs oreiles. Leur stratégie à drapeau blanc s'écroulait. Il s'agissait de sauver les débris. Car les patrons bousculèrent de fond en comble toutes les demandes ouvrières. Ils n'accordèrent que ce qu'ils voulurent bien accorder, c'est-à-dire rien du tout... ah! si, six jours de vacances au lieu de trois apres un an de présence dans l'atelier. Et c'est à cela que nos représentants s'accrochent pour nous faire accroire que nous ne sommes pas des vaincus!

Mais les patrons exigèrent. Et leurs exigences se transformèrent pour eux en quelque chose de concret, de palpable. Signalons d'abord une diminution de salaire pour les ouvriers sortant d'aprentissage. Ils ne seront payés que 80 fr. par semaine au lieu de 85 (le minimum pour un ouvrier « rassis » est de fr. 89 pour les célibataires et 91 pour les mariés; que de classifications pour des centralistes et unifórmistes!) Les patrons eurent gain de cause sur la question des auxiliaires, que les représentants ouvriers voulaient introduire dans le contrat. Les auxiliaires ne sont pas reconnus et leur situation est laissée à la « bienveillance » des employeurs. Ici, citons le *Gut* même. Il en vaut la peine, on verra pourquoi:

La S.S.M.I. veut rester neutre ici, elle ne s'opposera pas à ce que des accords puissent être conclus par localité pour le travail des auxiliaires; mais elle ne veut pas admettre que ses sections soient obligées de le faire. Il appartiendra donc aux sections que cela concerne d'étudier la question et d'œuvrer pour sa solution.

Raprochons la dernière phrase ci-dessus de la déclaration du président de la section de Genève --- un membre de la commission ouvrière contractante --- qui, à la dernière assemblée, répondant à un collègue qui aurait aimé que Genève se débrouillât pour obtenir ses droits, déclara « qu'il n'était pas possible de conclure un Contrat national en laissant telle ou telle section agir à sa guise ». La turpitude de ces gens saute aux yeux. Pour typos et conducteurs, défendu; mais permis pour les auxiliaires, que l'on a du reste abandonnés avec une parfaite aisance.

Les patrons ont fait prévaloir leurs revendications sur l'apprentissage à la machine à composer, sur la réglementation du travail des conducteurs de machines; ils ont obtenu une diminution de la surcharge pour heures supplémentaires. Et rappelons que les ouvriers ne reçoivent pas un centime d'augmentation. On peut le constater, c'est donc un recul sensible, une aggravation des conditions de travail devant laquele paraît bien mince la question des six jours de vacances au lieu de trois.

Aussi le *Gut* est plaisant et son rédacteur se livre à des cabrioles pour faire avaler la pilule. Qu'on nous permette de relever quelques citations.

Beaucoup sans doute déclareront ne pas être satisfaits. (J'te crois!) *Mais ceux d'entre nous qui connaissent un peu la situation économique et politique de notre pays se diront qu'en les circonstances présentes, il n'y a aucune raison de se morfondre sur un contrat de travail qui, pour être loin d'être parfait, peut aisément soutenir la comparaison avec ceux en vigueur dans d'autres professions.*

Et voilà! Ainsi, chers amis, pour nous consoler nous n'avons qu'à penser que des camarades d'autres professions sont plus mal lotis que nous. On le voit, l'argument est de toute force! Et les patrons n'ont qu'à continuer jusqu'à ce que nos conditions arrivent au niveau de la moins payée des corporations. D'ici la, nous n'aurons pas le droit de nous plaindre...

Chacune des parties présenta des revendications qu'elle dut abandonner. Chacune aussi, fit à l'autre des concessions. De sorte que le bilan des pourparlers s'équilibre assez équitablement.

C'est une constatation qu'il nous plaît de pouvoir faire, dans les circonstances difficiles que traverse en ce moment l'économie générale d'Europe.

Le rédacteur du *Gut* se moque tout simplement de ses lecteurs et les prend pour des imbéciles. Vous comprenez. Les patrons vinrent avec des revendications de combat. Comme ils l'avaient certainement prévu, ils les abandonnèrent pour obtenir tous les avantages signalés plus haut. Les représentants ouvriers, eux, durent se contenter de ne plus parler de leurs demandes et encaissèrent... le gros déficit ci-dessus. C'est ce que l'on appelle « équitablement équilibré »! Et si vous n'êtes pas convaincus, c'est que vous ne connaissez rien de l'économie générale d'Europe! N'insistons pas sur tant de balourdise.

Quels que puissent être, d'ailleurs, les sentiments qu'éprouveront nos membres en prenant conaissance du Contrat de travail revisé, nous leur donnons la ferme assurance que les délégués ouvriers ont fait tout ce qu'ils ont pu pour défendre les intérêts de la partie ouvrière. C'est à l'unanimité que, dans une séance particulière de leur délégation, ils décidèrent d'adopter et de signer, selon les pouvoirs que leur accorda l'assemblée des délégués de Glaris, le Contrat de travail.

Qu'on se dise bien ceci, si l'on veut juger le nouveau contrat et ses négociateurs: il était impossible d'arriver à quelque chose de mieux sans une rupture des pourparlers et les conséquences qui en eussent découlé. La délégation ouvrière n'a pas voulu prendre cette responsabilité.

Nous sommes certain que tous ceux de nos membres qui savent réfléchir --- et ceux-là représentent l'immense majorité --- lui donneront raison dans les circonstances actuelles.

Ainsi au début de la citation ci-dessus, le rédacteur du *Gutenberg* reconnaît la défaite et la question n'est pas de savoir si les délégués ont ou non fait tout ce qu'ils ont pu pour défendre les intérêts dont ils s'étaient chargés. Elle est dans le fait qu'ils n'avaient moralement pas le droit de signer un tel contrat, une telle défaite, sans poser le problème devant ceux qu'ils engageaient par leur signature. Et si la délégation ouvrière a été incapable de prendre une responsabilité sauvegardant l'honneur ouvrier, elle n'avait qu'à s'effacer pour laisser entrer en lice la volonté des membres de la fédération. Mais les personnages bien en place et pour qui la question sociale est résolue, ont toujours carint l'opinion de la masse. Voilà ce que pensent ceux qui réfléchissent et les esprits quelque peu avertis ne se contenteront pas des acrobaties de l'organe officiel et se garderont bien de donner raisan à des gens qui se sont moqués à un tel degré des membres appelés à subir les résultats des négociations.

—o—

Nous avons dit que le nouveau Contrat de travail dans l'imprimerie était surtout une défaite centraliste. Et ce ne sera pas la dernière, non seulement dans l'imprimerie mais également dans d'autres corporations. Le centralisme mène à la collaboration et la collaboration signifie défaite pour la classe ouvrière. C'est ce que les typos viennent d'apprendre. Il y a quelques années, peut-être encore sous l'impression des faits de 118, le patronat de l'imprimerie accorda certains avantages aux ouvriers et aussitôt nos bonzes de la centralisation de crier que c'était grâce à leur tactique que ces avantages étaient obtenus. Mais la vérité est que les patrons, par la Communauté professionnelle et par le Contrat de travail, se servirent des ouvriers pour renforcer leur propre syndicat. Les Schlumpf et consorts n'y virent que du bleu, ils se contentèrent de faire le paon et s'enhardirent --- ils y réussirent --- à introduire dans les statuts fédératifs des articles visant à briser toute résistance à leur autorité et à leur désastreuse ligne de conduite. Seulement le retour de foire est arrivé. Les patrons estimèrent le moment venu de dessiller les yeux des centraleux et leur firent comprendre qu'en fait de « communauté » d'intérêts, il n'y avait que les intérêts patronaux qui comptaient. Et c'est là que l'on s'aperçut de la capacité d'attaque et de résistance des centralistes. Ils dénoncèrent eux-mêmes le Contrat de travail pour obtenir des améliorations, mais acceptèrent de signer un recul marqué sur toute la ligne. Tout l'intérêt du nouveau Contrat de travail est dans ce fait.

Quand le *Gut* dit que « la délégation oubrière n'a pas voulu prendre la responsabilité d'une rupture des pourparlers », c'est faire preuve d'inconscience et de cynisme. Inconscience, car on n'avait qu'à demander l'avis des syndiqués et, forts de leur appui, les représentants ouvriers auraient eu à leur disposition une arme contre le patronat. Cynisme, car c'est dire en somme que la commision ouvrière aurait souscrit à bien d'autres capitulations... par peur des responsabilités!

Le contrat de travail est signé pour une durée de trois ans. Dans trois ans, il faut s'attendre à une nouvelle aggravation des conditions de travail. Le patronat sait à quoi s'en tenir sur l'esprit de lutte qui anime la séquelle centraliste. Dans trois ans, il se montrera plus agressif encore, plus menaçant, et il nous ramènera à plus d'une décade en arrière. A moins que...

A moins que les syndiqués, les cotisants, les simples membres profitent de la leçon et entrevoient l'avenir comme il faut l'entrevoir. Pour cela, il est nécessaire de remonter le courant, de ne pas perdre et même de susciter toutes les occasions pour enlever l'autorité aux mauvais bergers et aux trompeurs. Il est indispensable de montrer les dents à tous les bien en place satisfaits, à tous les assoiffés d'autorité et de leur imposer le choix: ou se soumettre ou se démettre. En un mot, il est temps que le syndiqué s'affirme.

Cassetin.

Les intérêts

—o—

D'aucuns nous disent, avec un langage plus ou moins scientifique ou soi-disant tel, que les intérêts guident le monde, qu'il faut partout et surtout chercher la cause économique, que sentiments et passions eux-mêmes n'expriment le plus souvent que nos nécessités de classe.

Nous ne demanderions pas mieux de le croire, mais trop de faits et non des moindres viennent par contre le démentir.

Tout d'abord, il faudrait avoir une claire conscience de son intérêt et la grande majorité des hommes ne l'a sans doute pas; ensuite nous devrions en toute circonstance avoir un jugement infailible sur ce qui est ou n'est pas notre intérêt, et nous en sommes bien loin. Au sein d'une même classe nous voyons ainsi des discussions interminables sur l'intérêt à faire ou non telle ou telle chose.

Ajoutons que l'intérêt peut être conçu de deux façons fort différentes, comme intérêt immédiat ou intérêt lointain. L'ouvrier qui vise à l'intérêt immédiat de devenir contremaître ou petit patron agira tout autrement que l'ouvrier poursuivant un intérêt de classe dont la réalisation n'adviendra que plus tard. Ce dernier se trouve par le fait gagner des renvois, des persécutions, des emprisonnements, nuire en somme à son intérêt économique.

Très nombreux sont d'ailleurs les cas où chacun de nous agit par sentiment, passion, préjugé, peur, etc., contrairement à son intérêt. Il est impossible donc de vouloir tout expliquer par le déterminisme d'un intérêt souvent conçu à rebours même du bon sens.

Prenons maintenant un fait formidable: la boucherie mondiale. Comment l'expliquer par l'intérêt? Les dizaines de millions d'hommes qui ont connu l'horreur des tranchées et des champs de bataille n'étaient certes pas guidés par leurs intérêts. Impossible de voir une lutte de classes dans la lutte la plus formidable que l'histoire ait jamais eu à à enregistrer.

Toute une prétendue science sur laquelle on s'appesantit avec un ton doctoral parfois parfaitement ridicule est loin d'expliquer tout ce qu'on veut bien lui faire expliquer. De même que dans l'ordre physique les hommes bien souvent ne font pas ce que leur santé leur commande de faire; dans l'ordre social, politique, économique, ils vont à la ruine sinon par aveuglement, par apathie.

Un monde reconnaissant ses intérêts, dont il ferait sa ligne de conduite, serait un monde émancipé. Est-ce à dire que l'intérêt ne joue pas déjà un grand rôle? Loin de là, mais ce n'est évidemment pas le seul guide de notre humanité et il ne suffit pas à tout comprendre.

La justice que nous poursuivons est incompréhensible en dehors de l'idée d'intérêt, puisqu'elle n'est en somme que le triomphe de l'intérêt, du droit de tous sur l'intérêt, privilège de quelques-uns. Et précisément parce que toute notre propagande vise avant tout à donner à la masse la compréhension de ses intérêts qu'elle n'a pas encore, n'affirmons pas d'autre part le contraire, à savoir que les intérêts guident le monde.

Genève — Imprimerie, 23, rue des Bains

A RELIRE

—o—

Echo de la guerre.

Peu à peu les organes jusqu'auboutistes mêmes en viennent à proclamer sur la grande boucherie les vérités que nous n'avons cessé de redire dès le premier jour des hostilités.

A preuve ces lignes que nous empruntons à la Tribune de Genève, *dénonçant l'immense tromperie dont les combattants ont été victimes:*

Un « écho » nous apprend qu'un de ces wagons de marchandises: « chevaux, 8; hommes, 40 » qui ont eu l'honneur de transporter à l'abattoir de la civilisation les soldats appelés à se massacrer pour que tout allât au gré de certains habiles qui, vainqueurs ou vaincus, tirent leur épingle du jeu, vient d'être remis à la section de l'« American legion ». Le wagon, tout adorné de drapeaux français et américains, a été l'objet d'une sorte de petite prosapopée: « Va donc, petit wagon, vers ta destinée; comme l'étendard de Jeanne d'Arc, après avoir été à la peine, tu es à l'honneur, au très grand honneur, de figurer parmi les souvenirs d'un des plus grands actes, sinon du plus grand acte de solidarité collective dont le monde ait donné l'exemple! » Et, là-dessus, les assistants chantèrent la « Madelon ».

J'aurais, pour ma part, prononcé un autre discours, supposé qu'on eût eu l'imprudence de me convier de le faire. J'aurais dit à peu près ceci:

« O wagon, toi qui transportas dans la crasse de tes flancs et la puanteur de ton atmosphère, tant et tant de jeunes hommes aux lieux d'égorgement, tu vas figurer parmi les reliques d'une guerre que s'obstinent à collectionner tous ceux qui ont tout renié des enseignements de cette guerre. Lorsque les braves qui t'habitèrent, rendant encore grâces à Dieu de jouir du dernier reste de leur vie en même temps que tu les roulais sur les rails de la mort, t'abandonnèrent pour entrer dans l'enfer de la bataille, ils ne te surent pas mauvais gré de les avoir conduits à la géhenne. Tous ils se sentaient animés d'un espoir magnifique; ils avaient dit à leurs mères, en les quittant, qu'il fallait cela pour que le « Plus jamais! »des mères pût être exaucé; ils avaient ensuite communié sur l'autel de la liberté, et juré qu'ils préféraient la mort à l'esclavage des rois; ils s'étaient enfin sentis transportés d'un saint enthousiasme à la pensée que l'humanité, rachetée par leur sacrifice, deviendrait fraternelle. Tout cela, ô vieux et glorieux wagon, qui abritas huit chevaux en long ou quarante hommes encaqués, tu l'entendis de tant et tant de jeunes soldats qui croyaient voir au delà de leur holocauste, et ne pensaient pas payer trop cher de leur vie la réalisation du grand rêve des braves gens. Tu vas prendre tes invalides dans un pays qui a été le tout premier à oublier le serment fait à ces morts. »

Et, à la place de « Madelon », peut-être aurait-on entonné le « De profundis ».

Sur le pouvoir.

Nous empruntons à la revue mensuelle Libres propos *(rue Emile Jamais, 10, Nimes) ce « Propos d'Alain » sur le pouvoir:*

Jamais je ne dirai que le redoutable dictateur est fou. C'est trop simplifier; c'est traiter trop légèrement ses propres pensées. Si l'animal humain, tel qu'il est bâti, n'était dangereux que dans deux ou trois fous, on s'en garderait bien aisément et l'on n'y penserait guère. Je crois au contraire que l'ivresse du pouvoir est aussi puissante sur tous que l'ivresse du vin. La sagesse est de ne point boire.

Le moyen de force, c'est notre vie même, qui broie et assimile. L'homme vit de briser, d'écraser, de tuer, d'épouvanter. Regardez comment il se rend maître du cheval et du chien. Il est vrai que nous ne sommes pas des chiens et des chevaux: nous voulons des égards. il y a une expression assurée, féroce et joyeuse en même temps, que nous disons inhumaine; mais je suis persuadé qu'un chien ou un cheval y reconnaîtrait le visage de l'homme, le maître. Il n'y a pas deux manières d'être le maître. Ne frappez pas à demi, ne laissez pas paraître le plus faible signe de la justice. Non; ou alors abdiquez. Vous n'êtes plus le maître. Vous êtes un égal devant des égaux; vous êtes chargé d'une certaine fonction; vous expliquez vos actes; vous en rendez compte. Où n'est pas la férocité, l'égalité se montre aussitôt.

L'ambitieux n'a que deux chemins, il me semble. Ou bien il veut instruire et persuader, il cherche des égaux, il a plaisir à leur rendre les armes. Tel fut Socrate, exerçant, certes, une puissance sans mesure, mais fondée sur la même puissance supposée, reconnue, éveillée en l'autre. L'homme supérieur se reconnaît aussitôt à cette simplicité qui pose les armes, à cette totale absence de prétention et de crainte, à ce refus de régner. Si, au contraire, on prend le parti

de régner, il faut savoir ce qu'on veut; il faut écraser ce qui résiste; il faut se montrer à ce degré où l'on n'a plus de crainte ni de doute. Le pouvoir militaire, dans les années qui furent à lui, a fait voir ce genre de majesté, toujours suivie de la violence comme de son ombre. Maurois a peint les militaires en y mettant toute la grâce possible; il n'a pas tout dit, mais il n'a pourtant pas menti.

Il faut voir ce qui arrive quand un imbécile d'infirmier s'avise d'être familier avec charmant colonel Bramble. En quelques paroles choisies, l'état de terreur fut rétabli entre le chef et le subordonné, comme un espace libre et déblayé, comme un champ d'autorité comparable au champ magnétique. Il le faut, ou bien il faut discuter, parler en égal; persuader, c'est abdiquer. Il n'y a qu'un visage de tyran, et chacun sait très bien être un tyran, dès qu'il le peut. Je pense même plus. car je crains aussi bien le tyran en moi-même; dès que le tyran peut être tyran, rien d'autre au monde ne l'intéresse plus. Et c'est pourquoi le tyran est sot; quand il aurait toutes les ressources du génie, il est sot; il doit l'être; il doit à sa propre majesté d'être sot. Vouloir avoir raison, c'est se démettre de tout pouvoir. Je connais la question; je fus esclave; c'est la bonne place pour s'instruire. J'ai étudié le tyran comme on étudie les forces naturelless. J'ai manié un petit tyran; petit, mais je dépendais de lui. J'ai très bien saisi que les moments d'égalité n'étaient que des jeux et des badinages.

Quant à l'aveuglement, c'est une grâce d'état. Toute force est aveugle. Non pas par ces raisons faibles qu'on se plaît à former, d'un homme enivré de flatteries et d'applaudissements. Non. Il faut dire que toute force croit en elle-même. Si un homme imagine qu'il est vaincu, cela même est faiblesse et commencement de mort. De telles pensées sont écartées; bien mieux, coulées à fond. L'audacieux pense le succès et rien d'autre. Celui qui entreprend de franchir l'Atlantique sur son avion, se voit volant, surmontant, triomphant; il ne peut se voir autre. Et sans doute le moindre trou d'air ou tourbillon anéantira cette folle audace. vous n'aurez plus qu'un homme blessé, gelé, épuisé, gémissant; c'est vite fait; mais l'entreprise imaginée n'enferme jamais rien de pareil. L'homme sain n'imagine que des victoires; il se voit triomphant; il se voit éternel. Moi-même, qui me sens menacé, je me vois aussitôt vainqueur; je vois le matamore vaincu. Un bon coup de matraque me mettrait à l'hôpital, et esclave de tout, mais trop tard. C'est par justice que je serai prudent; ce n'est point par prudence que je serai juste, ne comptez point là-dessus.

Union du sabre et du goupillon

—o—

A entendre le marchand de drogues Gottret, il paraîtrait que l'église catholique est une fervente protagoniste de la paix. Au Conseil national, ne s'est-il pas payé le luxe de critiquer le budget militaire, tout cela pour rire un brin et amuser la galerie?

Dans les faits, il est démontré que l'église est surtout une grande alliée de l'armée. En ceci d'ailleurs elle est logique, pour que la religion, la crédulité et le fanatisme religieux se développent avec intensité, il faut de grandes calamités morales et physiques. Et l'armée, instrument de guerre, est bien le plus puissant moyen de créer de ces misères. La dernière guerre l'a suffisamment démontré et le clergé a su habilement en profiter.

C'est ainsi que l'autre jour l'organe des ratichons publiait en première page le défilé d'un escadron de cavalerie, un autel et la binette d'un monseigneur quelconque.

Touchant accouplement, symbole des oppressions à détruire par le peuple! l'armée et l'église.

Pipo.

Aux camarades

Le livre de Pierre Besnard: *Les syndicats ouvriers et la révolution sociale* paraîtra le 1er octobre prochain.

La C. A. avait décidé de clore la souscription, irrévocablement, le 15 septembre

Cependant, et dans le but de donner satisfaction à de nombreux camarades de Paris et de province, elle a accepté leur suggestion de reporter la clôture de la souscription au 1er octobre.

En conséquence les prix de 12 francs à la Fédération du Bâtiment. 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris Xe, 13 francs franco pour la France et 14 fr. 50 pour l'étranger, seront maintenus pour les souscripteurs seulement, jusqu'au 1er octobre.

A partir de cette date, le livre sera mis en vente dans les conditions suivantes: 15 francs à la Fédération du Bâtiment, 16 fr. franco pour la France et 17 fr. 50 pour l'étranger.

Utiliser pour l'envoi des fonds le Chèque postal 1441-43, E. Juhel, 2 bis, Impasse Marcès, Paris XIe.

Notes en marge

—o—

Le fardeau des autres.

Sous ce titre significatif, nous trouvons dans un organe religieux les lignes suivantes:

Tout homme qui gagne sa vie, lutte pour son existence, a une responsabilité, porte son fardeau.

Mais combien les fardeaux sont inégalement répartis! Par un destin étrange et malveillant, ils sont écrasants pour les uns tandis que pour d'autres ils sont presque légers. Les individus, les groupements, les peuples ont-ils toujours une force proportionnée aux fardeaux qui leur sont imposés? Chacun a le sien, oui, mais chacun peut-il le porter?

Ces bataillons de sans-travail dans tous les pays pourront-ils résoudre avec un peu de bonne volonté et par un effort économique ou moral, le problème effrayant du chômage universel, ce fléau qui ôte le courage de vivre, qui tue l'espoir, la dignité humaine et cause d'indicibles souffrances? Et lorsque je songe au fardeau qui pèse aujourd'hui sur chacun de nous, sur toutes les classes de la société, je ne pense pas seulement aux difficultés matérielles, aux catastrophes financières ou économiques, mais surtout au conflit intérieur que ces problèmes nous imposent.

Après quoi, l'auteur des lignes ci-dessus fait une longue digression spiritualiste, qui ne saurait certes augmenter sa compréhension du problème auquel il vient de toucher.

Pourquoi les fardeaux ne sont-ils pas également répartis et comment parvenir à cette juste répartition? Pourquoi le chômage et comment en trouver le remède? Voilà les questions troublantes dont il n'est plus rien dit, pour évoquer le Christ et son esprit qui n'ayant suggéré de remède vingt siècles durant, n'en suggéreront pas davantage dans l'avenir. Et voilà précisément l'un des maux des religions: préconiser pour des maux qui sont avant tout essentiellement d'ordre matériel un soi-disant remède spirituel, qui demeurera inopérant, lorsqu'il ne servira proprement qu'à perpétuer des conditions et des situations à modifier de fond en comble.

Le sacrifice des autres.

M. Ernest May est, paraît-il, un grand architecte allemand. Or, invité à se rendre en Russie, il a fait ses déclarations avant le départ:

Le but de ma vie est de collaborer au mieux-être des humains autant que me le permettent mes faibles moyens. La crise mondiale, le recul des naissances allemandes, l'impossibilité de porter au premier plan les questions d'hygiène quand la septième partie d'une nation souffre de la faim, vont supprimer la possibilité d'accomplir de grandes œuvres d'ensemble dans le domaine du logement en Allemagne. Mon travail se serait rapidement réduit à exposer des plans de villes, ce qui ne correspond à aucun besoin réel.

C'est à ce moment que l'on m'offre d'édifier des cités socialistes sur une base absolument nouvelle. Et ceci dans un pays où le divorce entre l'Etat et l'économie qui sévit dans les pays capitalistes, est par avance exclu. Au lieu d'assister à des luttes stériles je pourrai me livrer à un travail productif.

Je trouve chez le peuple russe la conception d'un devoir profond:

« Celui du sacrifice à faire pour atteindre un but élevé. »

Comme il n'y avait plus d'argent à gagner en Allemagne, ce monsieur est donc parti pour la Russie. Rien de plus naturel. Mais M. May veut aussi faire l'éloge de ses nouveaux employeurs chez lesquels « le divorce entre l'Etat et l'économie qui sévit dans les pays capitalistes, est par avance exclu ». Il nous semble que c'est la société tout entière qui doit profiter de l'économie et non l'Etat, que Marx lui-même définit une excroissance parasitaire de la société. Que ce soit une poignée d'hommes d'Etat ou d'hommes de la ploutocratie disposant à leur guise de toute la richesse publique, le mal reste le même.

Notre architecte est enchanté du sacrifice, allant jusqu'à la plus noire misère, imposé au peuple russe, cependant que lui fera d'appréciables profits. Trouve-t-il par hasard que l'Etat allemand n'impose pas assez de sacrifices à la masse?

Ce n'était pas la peine assurément de changer de gouvernement, puisque le peuple doit toujours être sacrifié.

Nous ne consentons point à confondre étatisation et socialisation.

Justice fasciste.

A Trieste, les fascistes avaient incendié les locaux du journal *Il Lavoratore*, organe des syndicats ouvriers socialistes. Or, la Cour de cassation, aujourd'hui entièrement « fascistisée », vient de décider que l'indemnité à verser par la Société d'Assurances Réunion Adriatique doit être versée aux syndicats fascistes, héritiers des anciens syndicats libres.

Ainsi l'indemnité due aux victimes va aux criminels. Les incendiaires touchant l'indemnité pour l'incendie qu'ils ont notoirement allumé.

Il ne leur reste qu'à prélever une obole à envoyer pour le denier de Saint Pierre et ils recevront par retour du courrier de la Cité du Vatican la bénédiction apostolique.

Leur parti.

Les quotidiens ont publié dernièrement cette dépêche:

BERLIN, 6 septembre. — *La* National-Socialiste, *organe du parti de Hitler, prétend que l'ex-kronprinz aurait l'intention de se faire inscrire comme membre du parti national-socialiste.*

On sait que son frère, le prince Auguste de Prusse, et plusieurs autres princes allemands, notamment le duc de Cobourg, sont, depuis longtemps, membres de ce parti. On prétend même que c'est surtout le duc de Cobourg qui ,avec quelques industriels de la Ruhr, financerait la campagne électorale de Hitler.

Chacun sait que le parti national-socialiste est le parti fasciste, si bien qu'il a été prouvé que son chef Hitler a reçu des subventions de Mussolini. Maintenant, tout comme le parti fasciste en Italie a été appuyé par le duc d'Aoste et l'industrie lourde, il le serait en Allemagne par le duc de Cobourg, les industriels de la Ruhr et toute la canaille princière allemande en mal de restauration.

Tout cela est somme toute naturel; ce qui l'est moins, c'est qu'au moment de la Révolution, tous ces rois et princes n'aient pas été dès le premier moment passés par les armes; qu'ils aient pu, tous, rester ou rentrer en Allemagne. Il faut bien se dire que ce monde-là ne peut rêver que de retrouver la situation perdue, et que, disposant de richesses énormes à cet effet, il est particulièrement dangereux.

Nous n'avons aucun goût pour le terrorisme et le condamnons même, mais il y a des mesures que la masse ne doit pas oublier de prendre dès les premiers moments d'une insurrection, et c'est, entre autres, la suppression radicale du principe monarchique dans tous ses représentants.

Le nombre des révolutionnaires tués par les bandes de Hitler et consorts dépasse déjà de beaucoup celui des anciens princes allemands qu'il fallait congédier d'une façon définitive.

Trust et concentration.

Tout comme les permanents ouvriers, le gros patronat est partisan de la concentration, du trust, dictature économique, qui, comme on l'a remarqué avec raison, exige ensuite la dictature politique.

Voici en effet ce que nous lisons dans la *Fédération horlogère*, organe des associations patronales:

On est réfractaire aux concentrations dans notre industrie. L'esprit particulier domine le plus grand nombre de nos industriels, mais c'est une erreur et cette erreur est sanctionnée par les faits, qui osera prétendre le contraire? Oh! nous connaissons les objections. On a peur du trust parce que celui-ci devient soi-disant le maître de la situation. On veut rester libre dans le choix de son fournisseur, c'est surtout le grand argument. Mais si le trust est capable d'apporter la sécurité qui manque partout, ne vaut-il pas mieux que la constellation qui brille aujourd'hui d'un si pâle éclat? Et puis, la législation peut être modifiée et peut apporter un tempérament aux appétits exagérés, à supposer encore que nos industriels en aient. Mais pour nous, ceux-ci ne sont pas des enfants. Depuis le temps que nous les écoutons discuter, nous sommes absolument convaincus qu'ils sauraient se tenir dans des limites qui seraient celles de la raison.

Se tenir dans les limites de la raison, lorsqu'il s'agit des profits, voilà ce qui ne s'est jamais vu. Il suffit de rappeler la période de guerre qui n'est pas si éloignée.

Prétendre que « le trust est capable d'apporter la sécurité » au moment précisément d'une crise qui s'annonce plus grave que jamais, est-ce faire preuve d'impudence ou d'ignorance?

L'économiste Cournot a prouvé qu'un monopole n'est jamais complet, en ce sens que le trust peut établir un prix de vente, mais ne peut nullement fixer la quantité des produits qui à ce prix seront demandés.

S'il y a mévente, le profit du trust s'effondre. Il ne s'agit donc pas seulement de s'assurer un prix donné, mais un écoulement donné, et ce dernier toutes les concentrations ne le pourront guère.

L'économie capitaliste ne saurait apporter aucune sécurité. C'est précisément dans la concurrence qu'elle retrouverait tant bien que mal une sorte d'équilibre par le sacrifice périodique des travailleurs; la dictature économique poussée à l'extrême s'est déjà révélée aussi nuisible que la dictature politique. La crise mondiale d'à présent en est une preuve. Il faut passer d'une économie de spéculation et d'exploitation à une économie ne visant que la satisfaction et le bien-être de tous.

Anticapitalisme fasciste.

Bien entendu, il ne s'agit que de cette vulgaire démagogie propre aussi à nos chrétiens-sociaux, mais il est bon parfois de la souligner, parce que tout de même on y retrouve une partie de cette vérité qui, dite par nous, est condamnée.

Voici donc ce qu'écrit *Il Tevere*, journal fasciste paraissant à Rome:

L'élément qui écrase la production italienne et qui brise son élan vers les marchés étrangers, qui en paralyse la lutte nécessaire contre la concurrence étrangère, est précisément le capital, qui se montre d'une avidité stupéfiante.

Le capital exige de la production italienne des rémunérations invraisemblables. Dans le cas précisément en discussion: la conquête du marché étranger par la lutte contre la concurrence étrangère, cette lutte aparaît non seulement désespérée mais précisément inutile.

Si M. Olivetti (secrétaire de la Confédération patronale fasciste de l'industrie) *le désire, nous fournirons, non pas à lui qui n'en a pas besoin, mais au pays, les chiffres et les éclaircissements qui prouvent comme la voracité du capital est en réalité la cause qui paralyse la production italienne dans sa marche nécessaire vers les marchés étrangers.*

Rémunération du capital signifie affaires de banque; mais conquête des marchés étrangers signifie affaires pour tous; spécialistes, industriels, techniciens, ouvriers, consommateurs, pour l'Italie en un mot. Les banques et les banquiers font aussi partie de l'Italie, mais entre une part et le tout, nous préférons le tout: l'Italie.

C'est pour cela que profitant de l'occasion qui nous est offerte par M. Olivetti, nous nous permettons d'inviter le capital à ne pas paralyser l'élan de la production italienne, spécialement dans le cas où la voracité peut difficilement trouver une explication scientifique.

Inutile d'ajouter que probablement les révélations du *Tevere* sur les voleries du capitalisme italien ne paraîtront pas; il ne s'agit peut-être que d'un vulgaire chantage pour faire augmenter la subvention au journal même *Il Tevere*.

Menaces fascistes.

La *Feuille d'ordres* du parti fasciste du 8 courant, que le *Corriere della Sera* laisse entendre avoir été rédigée entièrement par Mussolini, contient à propos des exécutions de Trieste, ces lignes:

La révolution fasciste est décidée à se défendre aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. D'autres balles attendent d'autres dos. Il y a d'autres gens qui les méritent depuis longtemps. Ils les auront. Au fur et à mesure que progresse la révolution fasciste, elle devient plus sévère. Il faut aussi que ces messieurs qui sont hors des frontières en prennent note.

Les terroristes restent terrorisés et la peur rend particulièrement féroce. Rien donc de plus naturel, en somme, que la menace sanguinaire contre les malheureux prisonniers en Italie. Mais Mussolini se propose évidemment d'envoyer aussi des sicaires à l'étranger. Quelques essais ont même déjà été faits, sans grand succès d'ailleurs, mais le fait qu'il y revient dans une publication officielle méritait d'être souligné. Balles dans le dos aussi pour « ces messieurs qui sont hors des frontières ». Faute d'autres exportations par ces temps de crise économique aiguë, Mussolini envisage ainsi l'exportation du crime. Et la bénédiction papale lui reste toujours assurée.

Précisons.

Pour « boucher » notre dernier numéro, une note a été insérée sur la vie et l'œuvre de Ferrer par Pierre Ramus. Il y est dit que le martyr espagnol était « convaincu de l'inutilité de la violence pour l'accomplissement du progrès politique et social ». Ce n'est pas exact. Quelques-uns de ses écrits en témoignent. Prêcher par ces temps de fascisme la non violence, qui, pratiquement, voudrait simplement dire se laisser terroriser, ne nous paraît vraiment pas un conseil à donner. Ce n'est nullement notre opinion. Anarchistes, nous ne pouvons donner à la violence qu'une fonction de résistance et d'anéantissement de la violence exercée contre nous; nous ne lui assignons nul rôle positif de reconstruction et de création, c'est entendu. Mais il doit aussi être entendu avant tout et surtout que nous ne sommes guère disposés à encaisser des coups, sans les rendre le plus généreusement possible. Les partisans de la « manière forte » ne sauraient être tenus en échec que s'ils savent qu'elle ne sera pas tolérée benoîtement.

C'est là un point sur lequel nous aurions grande crainte de laisser subsister la moindre équivoque.